



Déclaration préalable de la FSU au CSA-SD du 20 mars 2024

Madame la Directrice Académique,

Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

La valse ministérielle que nous connaissons depuis mars 2022 aura été sans cesse à contretemps, aggravant la crise que traverse l'Education nationale. Rythme effréné des annonces puis mensonges et provocations et maintenant, le retour des ordres et contre-ordres. Quelle crédibilité accorder alors à la parole politique ? Les différentes réformes envisagées ne vont faire que renforcer les dégradations des conditions de travail des agent-es et les inégalités déjà existantes entre les élèves ainsi qu'entre le public et le privé. Les ministres passent, se contredisent, et pendant ce temps, l'Ecole publique est au bord de l'effondrement.

La gestion du dossier groupes de niveaux est emblématique des impasses actuelles : portée envers et contre tout par Gabriel Attal, cette mesure est le symbole du projet d'Ecole conservateur et passéiste du premier ministre. Alors que la ministre acte, devant les organisations syndicales, la disparition des groupes de niveaux des textes réglementaires, après une phase de concertation avec les représentants des personnels, des chefs d'établissements, des inspecteurs et des parents d'élèves, Gabriel Attal ne peut s'empêcher de la contredire 24h après.

Les textes qui viennent de paraître confirment pourtant la création de groupes en même temps que la possibilité de regrouper les élèves en classe entière à certains moments de l'année scolaire, proposition incohérente avec la réalité de l'organisation des établissements.

La FSU défend l'École publique, l'accès à une culture commune pour tous les élèves, la liberté pédagogique et les conditions de travail de nos collègues, aussi, avec une large intersyndicale, elle demande l'abandon des mesures « Choc des savoirs » et un investissement massif pour l'École publique et la réussite de tous les élèves.

Mais l'Education est-elle une priorité quand son budget n'est même pas préservé des coupes budgétaires ? Quelques mois après le non vote du budget à l'Assemblée nationale, les hypothèses économiques sont revues et voilà qu'un coup de rabot de 10 milliards s'annonce sur le budget de l'Etat, avant une coupe de 20 milliards l'an prochain. L'Education nationale rend 692 millions en 2024, qu'en sera-t-il en 2025 ? Il est trop facile de parler de

contraintes économiques : le budget, ce sont d'abord des choix politiques. Et ceux de l'exécutif sont clairs : alors que l'Ecole manque de tout, cette décision est inacceptable et insupportable.

Et ce n'est pas une chose nouvelle. Déjà dans notre département, la décision de passer les seuils d'ouverture des classes de 6° à 30 élèves – rappelons que nous sortions des confinements permet à elle seule d'économiser près de 348 heures sur la préparation de la rentrée 2024.

L'application généralisée du calcul de la dotation à la structure, et des seuils à 31 élèves, entraînent mécaniquement des suppressions de classes par dizaines, mais aussi des suppressions de postes ou des compléments de service pour les collègues. Ceux-ci restent trop nombreux, et sont parfois bien artificiels : envoyer un collègue d'EPS en complément pour 4h alors que le reste de l'équipe doit absorber 8HSA, une collègue de Lettres Modernes en complément de 4h30 pour une heure qui manquerait dans son service, c'est bien mal considérer les collègues, et particulièrement trompeur de parler de « sous-service ». Nous rappelons que les 18h (ou 15h pour un agrégé) sont un maximum auquel on peut tendre, mais en aucun cas un minimum à atteindre à tout prix. Parler de « sous-service » comme si le collègue était fautif alors même que c'est l'administration qui crée artificiellement ce « sous-service » en inondant les établissements d'HSA, est bien peu respectueux des collègues qui voient leurs conditions de travail se dégrader.

La multiplication des BMP est également inquiétante : cela préfigure-t-il de nombreuses classes sans professeur à la rentrée 2024, par exemple en Lettres Modernes. Où l'administration compte-t-elle trouver des personnels enseignants alors même que les concours ne font plus le plein ?

La technologie paie de son côté un lourd tribut : après les 9 suppressions de postes l'année dernière, ce sont à la rentrée 2024 4 suppressions qui sont prévues, dont 3 MCS, alors même que les supports complets sont rares. Que vont devenir les collègues qui perdent leur poste ?

Eviter toutes ces classes à un effectif supérieur à 28 a un coût : en limitant l'effectif à 24 élèves par classe et 20 en éducation prioritaire, il faudrait créer 163 classes dans notre département. Mais l'Education nationale devrait-elle se limiter à un coût ? Ne peut-on envisager les dépenses comme un investissement nécessaire ?

Les raisons de la colère des personnels de l'éducation nationale sont multiples salaires, suppressions de postes, conditions de travail dégradées, manque de moyens pour l'inclusion, mépris en imposant des méthodes et des pratiques pédagogiques. La FSU soutient les actions des personnels de Seine-Saint-Denis qui exigent un plan d'urgence pour l'école publique dans ce département le plus pauvre de l'hexagone qui concentre de très nombreuses difficultés, économiques, sociales et scolaires. Aujourd'hui, l'Ecole publique qui y est dans un état de délabrement avancé, au sens propre comme au sens figuré, n'a pas les moyens d'assurer ses missions. Que l'État ne soit pas en mesure d'assurer un service public de qualité aux élèves les plus pauvres est scandaleux et un renoncement à l'ambition des services publics.